

# Conseil de la langue française

**Rapport  
annuel  
1993-1994**

# Conseil de la langue française

**Rapport  
annuel  
1993-1994**

Le contenu de cette publication a été rédigé  
par le Conseil de la langue française.

Cette édition a été produite par  
Les Publications du Québec  
1500 D, boulevard Charest Ouest  
Sainte-Foy (Québec)  
G1N 2E5

Dépôt légal — 1994  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISBN 2-551-13950-3  
ISSN 0229-9259  
© Gouvernement du Québec, 1994

Monsieur Jean-Pierre Saintonge  
Président de l'Assemblée nationale  
Hôtel du Parlement  
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités du Conseil de la langue française pour l'année budgétaire terminée le 31 mars 1994.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Le ministre responsable de l'application  
de la *Charte de la langue française*,

Jacques Chagnon

Québec, juillet 1994

Monsieur Jacques Chagnon  
Ministre responsable de l'application  
de la *Charte de la langue française*  
1035, rue De La Chevrotière, 16<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec)  
G1R 5A5

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 203 de la *Charte de la langue française*, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport d'activités du Conseil de la langue française pour l'année budgétaire terminée le 31 mars 1994.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le président,  
Pierre-Étienne Laporte  
Québec, juillet 1994

## **Liste des membres du Conseil de la langue française**

Pierre-Étienne LAPORTE  
président

Antoine GODBOUT  
secrétaire

Évelyne LAPIERRE-ADAMCYK  
(milieux socioculturels)

Charles TAYLOR  
(milieux socioculturels)

Christophe AUGER  
(milieux syndicaux)

Dominique SAVOIE  
(milieux syndicaux)

Louis BOUDREAU  
(milieux patronaux)

Michel GUILLOTTE  
(milieux patronaux)

Angéline MARTEL  
(milieux universitaires)

Alain PRUJINER  
(milieux universitaires)

Georges KOUTCHOUGOURA  
(milieux ethniques)

Émile OLLIVIER  
(milieux ethniques)

## **Table des matières**

### **Introduction 11**

### **Chapitre premier**

#### **Rapport du président 13**

- 1.1 Le français, langue de la science et des nouvelles technologies de l'information 13
- 1.2 Le français, langue du travail 13
- 1.3 La maîtrise du français langue maternelle 13
- 1.4 Démographie, immigration et langue 14
- 1.5 La francophonie canadienne 15
- 1.6 Langue nationale et mondialisation 15

### **Chapitre II**

#### **Le Conseil de la langue française 17**

- 2.1 Son mandat 17
- 2.2 Sa composition 17
- 2.3 Son organisation et ses ressources 17
  - 2.3.1 Le personnel 17
  - 2.3.2 L'organigramme 17
  - 2.3.3 Les ressources financières 18
  - 2.3.4 Les subventions et les prix 18

### **Chapitre III**

#### **Les activités du Conseil 21**

- 3.1 Les assemblées 21
- 3.2 Les avis 21
- 3.3 Les comités 22
- 3.4 Les études et recherches 23
- 3.5 Les activités publiques 26
- 3.6 Les communications 27
- 3.7 Les relations extérieures 28

### **Annexes**

- A. Extraits de la *Charte de la langue française* 31
- B. Subventions accordées 33
- C. Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique 34

## Introduction

Le Conseil de la langue française a été créé le 26 août 1977, lors de la sanction de la *Charte de la langue française*. Le présent rapport annuel couvre le seizième exercice du Conseil qui s'étend du 1<sup>er</sup> avril 1993 au 31 mars 1994. Il comprend trois chapitres : 1. le rapport du président; 2. la loi constitutive du Conseil, les ressources humaines et les moyens financiers mis à sa disposition; 3. les activités du collège des conseillers, des comités du Conseil et des directions et services de la permanence.

Tout au long de cet exercice, le Conseil de la langue française a informé le ministre responsable de l'application de la *Charte de la langue française* des développements quant à la situation linguistique. Il a rencontré des représentants d'organismes et de divers milieux touchés par les questions linguistiques et a poursuivi la mise en œuvre de son programme de recherche pour mieux connaître l'évolution de la situation linguistique du Québec.



# Chapitre premier

## Rapport du président

---

Le Québec a depuis longtemps démontré que vivre en français en Amérique du Nord est un défi de taille qui peut être relevé. Pour se maintenir, cette réussite exige une action continue et une vigilance qui ne saurait souffrir de relâchement. C'est cet esprit qui a présidé et préside toujours à la mission confiée au Conseil par la *Charte de la langue française*.

Ainsi, à la faveur d'un contexte socio-économique en pleine mutation, le Conseil de la langue française a décidé de priorités stratégiques dont la mise en œuvre au cours du présent exercice témoigne de la volonté des membres du Conseil de consolider à la fois le rôle conseil de notre organisme auprès du ministre responsable de l'application de la *Charte de la langue française* et le mandat d'observateur privilégié de l'évolution de la situation linguistique au Québec. Ainsi, les orientations que nous avons tracées se sont concrétisées à travers les divers champs de recherche que nous avons ouverts sur le plan national et, à une échelle plus modeste, dans le milieu de la francophonie. Ces nouvelles études s'inscrivent, pour la plupart d'entre elles, dans les domaines que le Conseil a cherché à couvrir au cours des années, comme, en particulier, le français dans l'activité scientifique et technique et les nouvelles technologies de l'information, le français langue du travail, la maîtrise du français langue maternelle, l'acquisition du français par les non-francophones québécois, la dynamisation du français dans les communautés francophones et acadiennes du Canada.

### 1.1 Le français, langue de la science et des nouvelles technologies de l'information

Le Conseil a amorcé une réflexion sur le français langue nationale et internationale en raison de l'émergence d'un phénomène très contemporain, la continentalisation des marchés ancrée dans cette ère de mondialisation de l'économie et d'internationalisation des échanges. Cette réorientation s'inscrit tout naturellement à la suite des rapports et avis que le Conseil a produits ces dernières années sur la place du français dans l'activité scientifique et technique. D'ailleurs, en suivi du séminaire international tenu à Paris, au printemps de 1991, sur ce sujet, les représentants des trois conseils se sont rencontrés en novembre 1993 pour faire le point sur l'évolution de la situation et ont décidé de se tenir mutuellement infor-

més des changements qui pourraient survenir de part et d'autre dans ce dossier. Cette question sera reprise plus en profondeur dans un prochain avis du Conseil et surtout dans un cadre beaucoup plus large englobant à la fois les industries de la langue et les nouvelles technologies de l'information. Le Québec doit en effet être partie prenante à l'autoroute de l'information qui se construit en Amérique du Nord, et la langue française doit se situer au cœur de ces échanges pour réaliser un véritable réseau panfrancophone dont tous les Québécois et Québécoises et les communautés francophones et acadiennes du Canada seraient les premiers à bénéficier.

### 1.2 Le français, langue du travail

Au Québec comme ailleurs dans le monde, la langue en usage dans le milieu du travail confirme ou infirme toute l'importance qu'on accorde à son statut. C'est pourquoi le Conseil scrute attentivement le processus de francisation des entreprises qui est en marche au Québec depuis plus de vingt ans. Les nouveaux indicateurs linguistiques que nous sommes en train de constituer, en collaboration avec d'autres partenaires gouvernementaux, traceront un profil précis de l'usage du français comme langue du travail et permettront de rendre compte de l'évolution qu'a connue le Québec tout au long de ces années. Par ailleurs, même si les diverses législations linguistiques adoptées successivement par le gouvernement du Québec ont favorisé le renforcement du français langue du travail, des facteurs observés au cours des dernières années, tels que l'accroissement du commerce international, de l'immigration et de l'informatisation, nous ont poussés à vérifier la diversification possible de l'usage des langues au travail et à préciser le concept de langue normale du travail. Toutes ces nouvelles données auxquelles travaillent des chercheurs du Conseil serviront de point d'appui à une réflexion en profondeur que mes collègues conseillers et moi-même comptons entreprendre l'an prochain.

### 1.3 La maîtrise du français langue maternelle

Pour une société moderne dans la phase de postindustrialisation, la qualité de la communication écrite est un facteur majeur dans le développement économique et culturel. C'est pourquoi le Conseil poursuit, depuis déjà quelques années, ses études sur

la manière la plus efficace de prodiguer un enseignement du français de qualité pour que les jeunes Québécoises et Québécois francophones maîtrisent pleinement leur langue maternelle dès la fin du cours secondaire.

Le document *Faire avancer l'école* qu'a publié l'automne dernier le ministère de l'Éducation du Québec a été l'occasion pour le Conseil de faire le point sur cette question cruciale. En plus de réitérer les principes et les orientations sur lesquels nous croyons que doit s'ériger l'enseignement du français langue maternelle, nous avons proposé de nouvelles avenues susceptibles d'en permettre l'acquisition la plus complète possible. En outre, il nous a été permis d'aborder, sous un angle sociolinguistique, la question de l'enseignement de l'anglais langue seconde et de l'apprentissage d'une troisième langue. Notre document a reçu un accueil favorable de la ministre de l'Éducation et nous sommes confiants que notre réflexion s'inscrit déjà dans celle qui est menée dans le milieu.

En même temps que nous examinons la situation du français langue maternelle au Québec, nous apportons notre collaboration à l'université de Montréal et au ministère de l'Éducation à un projet multilatéral regroupant des experts de l'enseignement du français langue maternelle issus de quatre pays ou gouvernements ayant en commun l'usage du français, soit la France, la Communauté française de Belgique, le Nouveau-Brunswick et le Québec. Cette recherche porte sur une description comparée des performances écrites d'élèves de la troisième année du secondaire ainsi que de l'enseignement de la rédaction de textes écrits. Cette étude comparative nous semble nécessaire afin, notamment, de pouvoir dégager des liens entre la maîtrise de la langue maternelle et le contexte qui a présidé à son apprentissage et, éventuellement, de formuler des recommandations communes ou parallèles sur les moyens à prendre pour augmenter l'efficacité de l'enseignement du français.

La maîtrise du français et une meilleure connaissance de la culture littéraire d'expression française nous semblent d'autant plus fondamentales pour asseoir la formation des jeunes Québécoises et Québécois que l'étude *Les jeunes et la langue*, réalisée par le professeur Uli Locher de l'université McGill pour le compte du Conseil, dévoile que les jeunes francophones du Québec sont, comme leurs compatriotes anglophones, attirés par la culture anglo-américaine et, par conséquent, qu'ils consomment davantage de produits culturels de langue anglaise. Ces jeunes n'échappent pas au grand courant mondial de la culture de la jeunesse qui s'exerce au-delà de toutes barrières linguistiques. Comme leur modèle de référence culturel dépasse le Québec, il demeure impor-

tant qu'ils se reconnaissent une appartenance qui leur permette d'afficher leur langue et leur identité sans restriction.

## 1.4 Démographie, immigration et langue

Le Conseil se penche aussi sur certains facteurs qui influencent la consolidation du statut de la langue française au Québec. Il a réalisé de nombreuses études démographiques et démolinguistiques qui peuvent éclairer les décideurs sur la politique linguistique la plus apte à développer et promouvoir le français au Québec.

Conscient de la décroissance démographique des Québécois de langue française, le Conseil a confié au professeur-chercheur Marc Termote une recherche qui vient d'être publiée sur « l'avenir démolinguistique du Québec et de ses régions ». En s'appuyant sur les résultats livrés dans cette étude, le Conseil considère que le Québec doit, d'une part, apprendre à gérer cette décroissance en se dotant d'une politique de population qui lie politique familiale et politique d'immigration et, d'autre part, accroître ses efforts dans les moyens déployés pour franciser les immigrants allophones. Dans ce même esprit, une autre recherche menée par Daniel Monnier du Conseil, et portant plus spécifiquement sur « les choix linguistiques des travailleurs immigrants et allophones » qui forment environ un cinquième de la main-d'œuvre de l'île de Montréal, apporte un éclairage complémentaire sur la question de l'immigration et la langue. Celle-ci démontre entre autres que l'usage du français au travail et dans les activités de consommation est plus élevée chez les travailleurs immigrés depuis 1976, puisque, contrairement aux travailleurs allophones nés ici ou immigrés avant eux, ils adoptent davantage le français que l'anglais comme langue d'usage au foyer. Cette préséance du français est due en partie à l'origine géolinguistique des travailleurs allophones immigrés et au mouvement général de francisation qui marque le Québec depuis une vingtaine d'années. D'ailleurs ces deux études, tout comme celle du professeur Charles Castonguay que le Conseil publiera au cours du printemps de 1994, servent à enrichir la réflexion du Comité démographie, immigration et langue chargé d'établir les rapports entre l'évolution démographique, l'immigration et la politique linguistique. En effet, ce comité examine actuellement les tendances récentes qui se manifestent relativement à l'intégration des immigrants à la majorité francophone en vue de remettre, au cours du prochain exercice, un avis au ministre sur les pratiques institutionnelles susceptibles d'assurer l'atteinte des objectifs de la politique québécoise de la langue française.

## 1.5 La francophonie canadienne

Depuis plus de quinze ans, le Conseil rappelle annuellement son attachement et marque sa solidarité envers les communautés francophones et acadiennes du Canada en décernant l'Ordre des francophones d'Amérique à des personnalités qui ont œuvré dans leur milieu à la diffusion du fait français en Amérique du Nord. Ce contact continu avec ces compatriotes francophones ont amené le Conseil à étudier, par l'intermédiaire d'un comité qu'il a formé, les moyens qui favoriseraient le renouvellement de la solidarité qui unit naturellement tous les francophones du Canada. Nous estimons que, en dépit du fait que le gouvernement fédéral assume depuis plus de vingt ans un rôle important auprès de ces communautés francophones, le gouvernement du Québec doit se reconnaître une responsabilité particulière apte à stimuler la vitalité du français non seulement sur son territoire, mais également dans l'ensemble du pays.

## 1.6 Langue nationale et mondialisation

Notre volonté de consolider le statut et la qualité du français tant au Québec que dans les communautés francophones rejoint également les préoccupations des autres pays ou gouvernements d'expression française, en particulier ceux du Nord, en raison du phénomène de la mondialisation de l'économie et de la continentalisation des marchés. L'Europe, avec la signature du Traité de Maastricht, et l'Amérique, avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), vivent désormais au rythme de nouvelles alliances qui modifient non seulement le comportement économique mais aussi le comportement linguistique et culturel des pays ou gouvernements signataires. En effet, l'économie ne se résume pas aux règles du marché, elle se développe plutôt en étroite relation avec les secteurs politique, culturel et social. Et la langue est forcément au cœur de ces échanges, les technologies de communication et du traitement de l'information en formant le support. Il importe donc d'examiner comment ce nouveau contexte économique vient faire pression sur l'aménagement linguistique d'un gouvernement, c'est-à-dire sur la capacité des États à gérer l'usage de leurs langues nationales ou officielles, ou encore comment il influence le choix des langues de communication. C'est l'émergence de ce phénomène qui a amené le Conseil à inviter ses homologues de la France et de la Communauté française de Belgique à collaborer étroitement à l'organisation d'un séminaire international afin d'étudier les enjeux et défis du français dans le contexte de la mondialisation. Cet événement international sera, sur le plan national, le prélude à une réflexion plus approfondie qui nous amènera, sans doute, à formuler des observations et des recommandations qui assureront à la lan-

gue française le statut de langue du travail, du commerce et de l'enseignement qui lui est reconnu officiellement depuis plus de vingt ans.

En rappelant les dossiers majeurs sur lesquels le Conseil s'est penché tout particulièrement au cours du présent exercice, il me faut mentionner la tenue d'un séminaire sur l'aménagement linguistique, en octobre dernier au Québec. Cette activité de formation, destinée notamment aux pays du Sud, est une initiative de l'École internationale de Bordeaux (ACCT) qui avait confié à l'Université de Montréal et au Conseil de la langue française le soin d'assurer l'encadrement pédagogique requis pour le programme de formation.

Enfin, je me dois de souligner le travail accompli par l'équipe compétente qui m'entoure. Je remercie chaleureusement mes collègues du Conseil qui me manifestent un appui indéfectible ainsi que le personnel de la permanence qui, chacune et chacun dans sa discipline, concourt au dynamisme du Conseil et à la bonne renommée dont il jouit tant au Québec qu'auprès de diverses instances de la francophonie.

## Chapitre II

### Le Conseil de la langue française

#### 2.1 Son mandat

Le mandat du Conseil de la langue française est défini dans le titre IV de la *Charte de la langue française* (voir l'annexe A).

Essentiellement, le Conseil doit conseiller le ministre sur la politique linguistique et sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la *Charte*. Il lui faut donc notamment répondre aux questions qui lui sont soumises par le ministre. La *Charte* prévoit, en outre, que le Conseil doit surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec quant au statut et à la qualité de la langue française, communiquer au ministre ses constatations et ses conclusions et le saisir de toute situation qui appelle l'attention ou l'action du gouvernement.

De même, le Conseil peut donner son avis au ministre sur les projets de règlement du gouvernement. Il peut également effectuer ou faire effectuer des études et recherches et former des comités de travail sur les questions qui se rattachent à la langue. Il peut aussi recueillir les observations et suggestions des personnes et des groupes sur toutes les questions relatives au statut et à la qualité de la langue française, de même que les observations d'organismes publics et privés sur les difficultés d'application de la loi. Celle-ci lui donne également le pouvoir d'informer le public sur tous les sujets concernant la langue française au Québec.

#### 2.2 Sa composition

Le Conseil de la langue française est composé de 12 membres : le président, le secrétaire et 10 autres membres qui sont nommés par le gouvernement après consultation des associations socioculturelles, des organismes syndicaux, des associations patronales, des milieux universitaires et des groupes ethniques.

#### 2.3 Son organisation et ses ressources

##### 2.3.1 Le personnel

Le Conseil de la langue française avait, le 31 mars 1994, un effectif autorisé de 30 postes réguliers. Le tableau placé au bas de cette page illustre la répartition de ces postes.

##### 2.3.2 L'organigramme

Au service des 12 conseillers, la permanence du Conseil, pour l'année 1993-1994, se répartissait en deux directions et un secrétariat :

- La Direction des services administratifs et des communications a pour mandat la planification et la mise en oeuvre des activités de gestion du Conseil ainsi que la préparation de la politique et des programmes de communication susceptibles d'assurer la présence et le rayonnement du Conseil.
- La Direction des études et recherches s'attache pour sa part à étudier l'évolution des situations linguistiques sur les plans démolinguistique, sociologique, linguistique et économique ainsi qu'à analyser toute autre question relative au statut et à la qualité de la langue française.
- Le secrétariat assure la préparation des assemblées du Conseil, des réunions des comités auxquels il participe ainsi que la supervision des suites à leur donner. Il coordonne l'organisation des jurys qui étudient les candidatures aux prix décernés par le Conseil ainsi que l'organisation des activités extérieures, nationales et internationales, du Conseil.

Direction/ service	Personnel d'encadrement	Professionnels et professionnelles	Techniciens et techniciennes	Employés et employées de soutien	Total
Présidence et secrétariat	2	2	—	3	7
Administration et communications	1	3	2	4	10
Études et recherches	1	9	—	3	13
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>10</b>	<b>30</b>
<b>Effectif autorisé*</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>10</b>	<b>30</b>

\* Effectif autorisé par le Conseil du trésor.

### 2.3.3 Les ressources financières

Les crédits accordés au Conseil de la langue française pour l'exercice 1993-1994 s'élèvent à 2 459 400 \$ et se répartissent comme suit :

#### Crédits par catégorie de dépenses (en milliers de dollars)

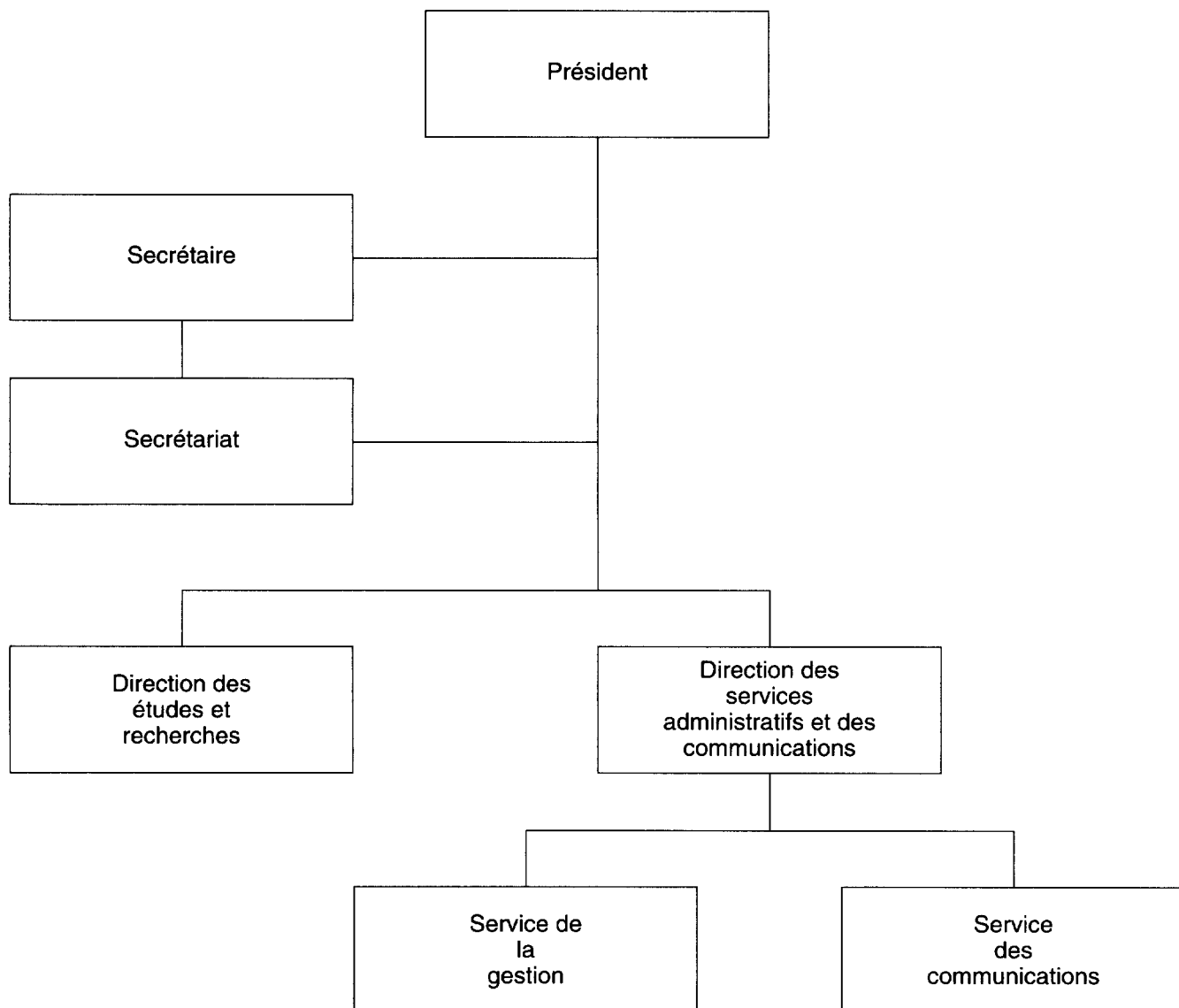
Traitements	1 476,5
Autres rémunérations	89,1
Communications	165,0
Services	318,4
Fournitures	50,0
Entretien	10,0
Loyer	280,4
Équipement	10,0
Autres dépenses	1,0
Capital	20,0
Transferts	38,0
Prêts et avances	1,0
<b>Total</b>	<b>2 459,4</b>

### 2.3.4 Les subventions et les prix

Le programme de subventions et de prix apporte une contribution au rayonnement et à la promotion de la langue française, à l'amélioration de la qualité de la langue écrite et parlée, à la consolidation du fait français ainsi qu'à l'appui des initiatives de personnes, de groupes, d'associations, d'institutions et d'organismes qui concourent à ces objectifs, tant au Québec que dans le reste de l'Amérique du Nord et dans l'ensemble du monde francophone. Une somme de 38 000 \$ a été versée à titre de subventions et de prix à des associations, groupes et personnes au cours de l'année 1993-1994 (voir l'annexe B).

## Conseil de la langue française

### Organigramme administratif



## Chapitre III

### Les activités du Conseil

#### 3.1 Les assemblées

Au cours de l'exercice 1993-1994, le Conseil a tenu six assemblées ordinaires. Les réunions ont eu lieu selon le calendrier suivant :

Le 16 avril 1993	159 <sup>e</sup> assemblée	Montréal
Le 26 mai 1993	160 <sup>e</sup> assemblée	Québec
Le 29 octobre 1993	161 <sup>e</sup> assemblée	Québec
Le 3 décembre 1993	162 <sup>e</sup> assemblée	Montréal
Le 28 janvier 1994	163 <sup>e</sup> assemblée	Montréal
Le 25 mars 1994	164 <sup>e</sup> assemblée	Montréal*

\* (conférence téléphonique)

#### 3.2 Les avis

##### 3.2.1 Réflexions du Conseil de la langue française sur le document *Faire avancer l'école* du ministère de l'Éducation du Québec

Le Conseil de la langue française a manifesté de diverses manières l'intérêt qu'il porte depuis déjà plusieurs années à l'enseignement du français langue maternelle, notamment par la grande consultation qu'il a menée sur cette question dans le milieu de l'Éducation et par l'avis qui en a découlé en 1987. Cette année, il a, à nouveau, apporté sa contribution en soumettant à la ministre de l'Éducation un mémoire sur le document *Faire avancer l'école* préparé par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ). Ce document porte, d'une part, sur l'enseignement du français langue maternelle et, d'autre part, sur des moyens d'améliorer l'apprentissage de l'anglais langue seconde.

Dans le mémoire qu'il a rédigé, le Conseil propose six recommandations relatives à l'enseignement du français langue maternelle et formule certains commentaires généraux sur l'enseignement de l'anglais langue seconde.

##### *L'enseignement du français langue maternelle*

Le Conseil considère que l'élève qui termine son secondaire doit avoir acquis un ensemble d'apprentissages langagiers exigés par la vie en société, tant en ce qui concerne la lecture que l'écriture et l'expression orale. Pour atteindre ces objectifs, le Conseil, tout en

se disant d'accord avec le MEQ qui se propose de maintenir les programmes actuels, recommande d'assortir ces derniers d'un enseignement systématique de la grammaire et d'un accès plus grand à la littérature française, qui fait partie de notre patrimoine autant que la littérature québécoise. Dans ce même esprit, il recommande également d'augmenter le temps consacré à l'enseignement du français de même que les activités d'écriture, de développer le goût de la lecture tant des grands auteurs que des documents techniques.

Conscient que ces recommandations touchent à la tâche de l'enseignant, le Conseil demande qu'on s'y penche pour y inclure, entre autres, le temps consacré aux corrections et réduire le nombre d'élèves par enseignant. De même croit-il que le processus d'amélioration de la qualité de la langue est lié étroitement à la compétence langagière des enseignants; il propose donc de procéder à une sélection rigoureuse et de prévoir une formation plus étoffée et davantage attachée au contenu qu'aux techniques. Il estime aussi que l'ensemble du corps professoral doit se préoccuper de l'enseignement du français, et non pas seulement les professeurs pour qui cet enseignement constitue la seule tâche ou la tâche principale.

##### *L'enseignement de l'anglais langue seconde*

Le Conseil soutient que l'anglais doit être mieux maîtrisé à la fin des études secondaires et il appuie donc les efforts prévus afin d'améliorer l'enseignement de cette langue, tout en ne se prononçant pas sur le choix d'une méthode pédagogique plutôt qu'une autre. Il est d'avis toutefois que certains critères sociolinguistiques doivent présider au choix d'une formule pédagogique.

Il faut ainsi éviter que l'amélioration de l'apprentissage de l'anglais ne se répercute de façon négative sur la qualité du français, en s'assurant que les enfants qui participeront à des programmes spéciaux d'apprentissage de la langue seconde aient déjà une bonne maîtrise du français.

Il est également important de conserver comme objectif que le français demeure, sinon qu'il devienne, la *première langue seconde* des allophones tout en tenant bien compte de leur situation pédagogique particulière, étant donné qu'ils suivent un enseignement de base dans une langue qui n'est pas leur langue

maternelle et qu'ils risquent, par conséquent, de se trouver en « double immersion ».

Il faut aussi s'assurer que le choix d'une méthode pédagogique ne remette en cause la pratique normale du français langue des communications courantes dans l'école.

### ***L'acquisition d'une troisième langue***

En raison de la tendance observée du phénomène économique de la continentalisation des marchés, en particulier par la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Conseil considère que l'on devrait ajouter l'option d'apprentissage d'une troisième langue dans le programme d'études du secondaire. Cette option devrait d'abord être offerte aux élèves qui ont réussi dès les premières classes du secondaire l'examen d'anglais de la cinquième secondaire et qui ont ainsi déjà atteint les objectifs d'apprentissage d'anglais pour le cours secondaire.

## **3.3 Les comités**

En vertu de l'article 198 de la *Charte de la langue française*, le Conseil s'est doté de comités spéciaux voués à l'étude du statut et de la qualité de la langue française au Québec.

### **3.3.1 Comité sur les industries de la langue**

Présidé par Georges Koutchougoura, membre du Conseil, le comité est également composé de Pierre-Étienne Laporte, président du Conseil, Pierre Georgeault, directeur des études et recherches et Antoine Godbout, secrétaire du Conseil.

Le comité a reçu entre autres pour mandat :

- a) d'examiner l'intérêt que ce champ d'activité présente pour le Québec à la fois sur le plan politique et sur le plan économique;
- b) de définir et de proposer au gouvernement du Québec les éléments d'une stratégie politique et économique.

Le comité doit remettre son rapport au cours du prochain exercice financier.

### **3.3.2 Comité pour le français dans les communautés francophones et acadiennes du Canada**

Ce comité, créé en décembre 1991, est présidé par Angéline Martel, membre du Conseil. Il est composé de Christophe Auger, membre du Conseil, Louis Boudreau, membre du Conseil, Louise Dion, agente de recherche au secrétariat du Conseil, Francine Gagné, agente de recherche au Conseil, Edgar Gallant, ancien président de la Commission de la fonction publique du Canada, Pierre Georgeault, directeur des

études et recherches du Conseil, Antoine Godbout, secrétaire du Conseil, Yolande Grisé, directrice du Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Pierre-Étienne Laporte, président du Conseil, et Charles Taylor, membre du Conseil.

Dans un contexte de solidarité et d'intérêt commun, le comité formé par le Conseil a pour mandat, d'une part, d'analyser la politique québécoise et les actions des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux du Québec et, d'autre part, de proposer des mesures destinées à maintenir, voire à promouvoir la vitalité du français dans les communautés francophones et acadiennes du Canada. Le comité a donc pour tâches :

- a) de faire le bilan des actions posées, des programmes gouvernementaux et des liens que le Québec a entretenus avec la francophonie des autres provinces et territoires canadiens;
- b) d'étudier l'impact de ces initiatives et de ces rapports sur la vitalité du français;
- c) de déterminer les actions et les moyens à mettre en œuvre pour maintenir et même, au besoin, accroître la vitalité du français dans les communautés francophones du Canada et au Québec.

Le comité doit remettre son rapport au cours du prochain exercice.

### **3.3.3 Comité démographie-immigration-langue**

Le comité a été créé en décembre 1991. Il est présidé par Émile Ollivier, membre du Conseil, et composé des personnes suivantes : Monique Daigle, directrice des politiques et programmes d'intégration linguistique au ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (MAIICC), Daniel Fecteau, conseiller en évaluation à la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, Antoine Godbout, secrétaire du Conseil, Rosita Harvey, agente de recherche au Conseil, Évelyne Lapierre-Adamcyk, membre du Conseil, Pierre-Étienne Laporte, président du Conseil, Mona Leblanc (jusqu'en mars 1994), coordonnatrice-cadre de l'enseignement général au secondaire de la Commission des écoles catholiques de Montréal, Mireille Levesque, agente de recherche au Conseil, Daniel Monnier, agent de recherche au Conseil, Michel Paillé, agent de recherche au Conseil, Alain Prujiner, membre du Conseil et président par intérim de ce comité de septembre 1993 à septembre 1994, Dominique Savoie, membre du Conseil, Nicole Tardif (depuis mars 1994), coordonnatrice de l'enseignement général au secondaire à la Commission des écoles catholiques de Montréal, et Charles Taylor, membre du Conseil.



Le Conseil a confié au comité le mandat suivant :

- a) étudier les interactions entre les immigrants, les communautés culturelles et les institutions québécoises afin de repérer les facteurs qui sont le plus capables d'assurer le succès de la politique linguistique définie selon les critères, notamment, de diffusion, d'utilisation, de connaissance, d'intégration, d'identification et de loyauté. Pour ce faire, étudier les facteurs démographiques et de gestion migratoire relatifs à ces interactions et évaluer les capacités d'accueil socio-institutionnelles du Québec en faisant le bilan, entre autres choses, des pratiques innovatrices en cette matière;
- b) à la lumière de cette information, rédiger un avis à l'intention du ministre quant aux relations entre les volets population, immigration et communautés culturelles de la situation linguistique;
- c) proposer des mesures visant à assurer la réalisation des objectifs à court terme et à long terme de la politique québécoise de la langue française.

Ce comité doit déposer son rapport au cours du prochain exercice.

### **3.3.4 Comité d'étude du document *Faire avancer l'école* du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ)**

Ce comité était présidé par Pierre-Étienne Laporte, président du Conseil, et composé également de Louise Dion, agente de recherche au secrétariat du Conseil, Francine Gagné, agente de recherche au Conseil, Pierre Georgeault, directeur des études et recherches, et Jacques Maurais, agent de recherche au Conseil.

Le comité avait pour mandat:

- a) d'analyser le document *Faire avancer l'école* du MEQ;
- b) de proposer des recommandations à la ministre de l'Éducation relativement à l'enseignement du français langue maternelle et formuler des commentaires sur l'enseignement de l'anglais langue seconde et l'acquisition d'une autre langue étrangère.

Le comité a soumis au Conseil un mémoire qui a par la suite été remis au ministre responsable de l'application de la *Charte de la langue française*, Claude Ryan, et à la ministre de l'Éducation du Québec, Lucienne Robillard.

### **3.3.5 Comité d'organisation du séminaire international « Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour le français »**

Ce comité est présidé par Pierre-Étienne Laporte, président du Conseil, et composé également de Louise

Dion, agente de recherche au secrétariat du Conseil, Johanne Gauthier, agente de recherche au Conseil, Pierre Georgeault, directeur des études et recherches, Antoine Godbout, secrétaire du Conseil, et Jacques Maurais, agent de recherche au Conseil.

Ce comité est chargé du contenu scientifique et de la logistique du séminaire international fermé que le Conseil organise en collaboration avec le Conseil supérieur de la langue française de la République française et le Conseil supérieur de la langue française de la Communauté française de Belgique. Le séminaire, qui réunira environ 50 personnes, se tiendra les 25, 26 et 27 octobre 1994. Il permettra aux membres des trois conseils de la langue française, d'une part, de situer les principaux enjeux et défis auxquels doivent faire face les responsables de l'aménagement du français dans le contexte de la mondialisation de l'économie et, par conséquent, de définir, d'autre part, des stratégies communes d'action pour consolider la place du français dans ce nouveau cadre économique.

## **3.4 Les études et recherches**

Au cours de l'année 1993-1994, la Direction des études et recherches a participé activement aux comités du Conseil, en assurant la recherche documentaire, la réalisation d'enquêtes ou d'études directement liées aux besoins des comités et la rédaction de documents utiles aux prises de position du Conseil. Elle a, en outre, poursuivi des travaux de recherche sectoriels qui répondent aux orientations définies dans le plan stratégique du Conseil afin d'aider les membres du Conseil à remplir le mandat de surveillance de la situation linguistique au Québec qui lui est confié par la *Charte*. Elle a, par ailleurs, assuré le suivi des dossiers rendus publics au cours des années précédentes en participant à des rencontres et à des colloques, en rédigeant des articles et en répondant à des demandes d'entrevues et d'information. Ce rapport ne fait état que des études ou enquêtes réalisées ou en cours.

### **3.4.1 Indicateurs de la situation linguistique au Québec**

Les indicateurs constituent un projet conjoint du Conseil de la langue française, du Secrétariat à la politique linguistique, de l'Office de la langue française et de la Commission de toponymie.

En 1993-1994, les travaux ont essentiellement porté sur la réalisation d'un fascicule thématique sur la langue de travail. Une soixantaine d'indicateurs portant sur la description du marché du travail, la direction des entreprises, l'usage du français dans les technologies, les programmes de francisation et l'usage du français au travail ont été élaborés. Une analyse dynamique qui met en relation les indicateurs entre eux et vise à rendre compte de l'évolution de l'usage

du français au travail terminera le fascicule qui sera rendu public en 1994-1995.

Paul Béland et Yvon Desjardins, agents de recherche au Conseil, sont responsables de ce dossier.

### **3.4.2 Les choix linguistiques des travailleuses et travailleurs immigrants et allophones**

L'objectif de l'étude en titre est de décrire le comportement linguistique de trois groupes de travailleuses et travailleurs québécois, soit les immigrantes et immigrants arrivés depuis 1976, la population immigrante établie avant 1976 et les allophones nés au Québec. Le comportement linguistique est mesuré sur la base de l'apprentissage de la langue, de son usage, de son utilisation dans les communications formelles et hors du travail (consommation, loisirs). Ces analyses permettent aussi d'examiner les facteurs qui favorisent ou non l'usage du français par les groupes de personnes visées.

L'échantillon de l'enquête à la base de cette étude comprend 3 500 personnes et il est représentatif de l'ensemble de la population immigrante qui habite l'île de Montréal.

Entreprise dans le cadre des travaux du Comité démographie-immigration-langue et réalisée par Daniel Monnier, agent de recherche au Conseil, cette étude a été publiée.

### **3.4.3 Les jeunes et la langue**

Le Conseil a déjà réalisé en 1979 une enquête qui portait sur la « conscience linguistique des jeunes francophones et anglophones » des quatrième et cinquième années du secondaire et des première et deuxième années du collégial. La deuxième phase du projet comprend deux volets traitant respectivement des usages, des comportements et des attitudes linguistiques des jeunes qui étudient en français et des jeunes qui étudient en anglais. Cette enquête concerne les jeunes des quatrième et cinquième années du secondaire et des trois années du collégial. L'objectif de cette seconde étude est d'analyser l'évolution des comportements et des attitudes linguistiques des jeunes entre 1978 et 1991. Les principaux résultats ont été présentés lors d'un séminaire qu'a tenu le Conseil en novembre 1992. Le tome 1 a été publié en janvier 1994 et le tome 2, projet conjoint du Conseil et du Secrétariat d'État, sera rendu public en juin 1994.

Uli Locher, de l'Université de Montréal, a réalisé ces études pour le Conseil.

### **3.4.4 Projet DIEPE : comparaison des performances écrites et des conditions d'enseignement (Belgique, France, Nouveau-Brunswick, Québec)**

Le projet DIEPE est une recherche exploratoire internationale réalisée simultanément en Communauté française de Belgique, en France, au Québec et au Nouveau-Brunswick. Elle porte sur les conditions et les pratiques de l'enseignement et de l'apprentissage de l'écrit au secondaire ainsi que sur le savoir-écrire des élèves de troisième année du secondaire.

Cette année du cursus académique a été choisie parce qu'elle est la dernière année où, d'une part, dans les quatre régions ou pays en cause, la majorité des élèves sont encore à l'âge de la fréquentation obligatoire et où, d'autre part, le phénomène de la sélection qu'entraîne l'apparition de cheminements professionnels ou techniques n'est pas encore important.

L'étude vise les objectifs suivants :

- a) obtenir certains indicateurs objectifs, mesurables et comparables sur la performance écrite des élèves;
- b) prélever un ensemble représentatif de données objectives, mesurables et comparables sur l'enseignement de la rédaction;
- c) dégager des caractéristiques (attitudes, représentations, etc.) de l'enseignant, des élèves et de l'école de même que d'autres éléments qui sont en relation avec les performances et l'enseignement;
- d) mettre en relation des pratiques et des conditions d'enseignement avec les performances des élèves;
- e) mettre en évidence les points communs et les divergences entre les populations quant aux performances, aux attitudes et à l'enseignement.

Les données ont été recueillies au printemps de 1993 auprès d'un échantillon aléatoire d'environ 2 000 élèves de troisième année du secondaire, dans chaque pays ou région, et auprès des professeurs et professeuses de français de ces élèves. Afin de s'assurer de la qualité des comparaisons, seuls les élèves qui sont de l'âge moyen que l'on trouve en troisième année (c'est-à-dire qui n'ont pas doublé ni fait d'études accélérées) ont été sélectionnés.

L'analyse des résultats comparant les performances écrites des élèves est entreprise et le premier rapport international sera rendu public en 1994-1995.

Cette étude est un projet conjoint des organismes suivants :

- Québec : ministère de l'Éducation, Secrétariat à la politique linguistique, Conseil de la langue française;
- France : ministère de l'Éducation;
- Communauté française de Belgique : Service de la langue française;
- Nouveau-Brunswick : ministère de l'Éducation;
- Fédération internationale des professeurs de français.

Gilles Gagné et Jean-Pierre Lalande, de l'Université de Montréal, réalisent le volet québécois de cette étude. Francine Gagné, agente de recherche, est responsable de ce dossier au Conseil.

### **3.4.5 Groupes-témoins sur le français langue de travail et sondage sur la langue de travail (1993)**

Ce projet a pour but d'analyser les facteurs qui président à l'utilisation des langues au travail à partir de groupes-témoins auxquels ont participé 110 travailleuses et travailleurs employés dans 92 entreprises de la région de Montréal. Il apparaît que l'importance grandissante du commerce international ainsi que l'accroissement de l'immigration et de l'informatisation sont des facteurs qui contribuent à multiplier les échanges linguistiques et à diversifier l'usage des langues au travail.

Les analyses ont permis, entre autres résultats, de préciser le sens du concept « langue normale du travail » et de mettre à jour le questionnaire du Conseil sur la langue de travail au Québec. Une nouvelle enquête sur la langue de travail a été réalisée auprès de 2 500 travailleuses et travailleurs francophones du secteur privé de la région métropolitaine de Montréal. Cette enquête a été menée entre janvier et avril 1993 dans le cadre des travaux du Conseil sur d'éventuelles modifications à la *Charte de la langue française*. Des résultats préliminaires sont publiés dans l'avis du Conseil. Le rapport final paraîtra durant l'exercice 1994-1995.

Paul Béland, agent de recherche au Conseil, assure la conception du projet et l'analyse des données d'enquête.

### **3.4.6. L'assimilation linguistique au Québec, mesure et évolution, 1971-1986**

Depuis que le recensement canadien s'informe à la fois de la langue d'usage au foyer et de la langue maternelle des Canadiens, aucune synthèse du phénomène important qu'est la mobilité linguistique n'a été produite. L'étude comble cette lacune. Un aperçu historique du développement de ce champ d'étude à

partir des commissions Laurendeau-Dunton et Gendron, la revue des concepts fondamentaux, la critique des sources de données, l'analyse de la mobilité linguistique pour l'ensemble du Canada, et surtout l'évolution de la situation québécoise montréalaise constituent des dimensions de l'étude. Le rapport sera rendu public en mai 1994.

Charles Castonguay, de l'Université d'Ottawa, s'est vu confier la réalisation de cette étude par le Conseil.

### **3.4.7 L'avenir démilinguistique du Québec et de ses régions**

En 1988, le Conseil a publié une synthèse de la situation démilinguistique du Québec. Cette étude couvre une période de 30 ans, de 1951 à 1981 (Marc Termote et Danielle Gauvreau). Une nouvelle étude établit un bilan similaire pour les années 1981 à 1986 et, surtout, dégage des perspectives démographiques pour l'ensemble du Québec et neuf régions. Ces perspectives donnent la répartition de la population selon la langue d'usage au foyer (1986-2021).

Les principaux résultats de cette nouvelle étude ont été présentés lors du séminaire qu'a tenu le Conseil en novembre 1992. L'étude a été rendue publique à la fin de mars de 1994.

Marc Termote, de l'Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation, a réalisé cette étude pour le Conseil.

### **3.4.8 La place des francophones dans l'économie au Québec - 1992**

Ce projet est réalisé conjointement par le Conseil de la langue française, le Secrétariat à la politique linguistique et l'Office de la langue française.

L'étude a pour but de mettre à jour l'indicateur de l'évolution de la main-d'œuvre active québécoise qui travaille dans des entreprises à propriété francophone, anglophone ou autre.

Les travaux, réalisés par François Vaillancourt de l'Université de Montréal, ont été publiés par l'Office de la langue française au cours de l'exercice actuel.

### **3.4.9 Contextes de la politique linguistique québécoise : analyses juridique, démographique, économique et culturelle**

Le Conseil a tenu, du 12 au 14 novembre 1992, un séminaire fermé qui avait pour thème « La politique québécoise de la langue française : nouvelles réalités, nouveaux enjeux ». Les experts invités à présenter leurs travaux ou points de vue sur la situation linguistique du Québec et à discuter avec les membres et le personnel du Conseil étaient Marc Levine, José

Woehrling, Marc Termote, Uli Locher, Pierre-André Julien et Samir Blili. Les textes des conférences ont été publiés en mai 1993.

Francine Gagné, agente de recherche au Conseil, a assuré la planification de ce dossier.

### **3.4.10 La qualité de la langue au Québec; problématique et recommandation**

La préparation des travaux pour la mise en place d'un comité du Conseil sur cette question est bien avancée. Une première version d'un texte qui dresse un bilan d'ensemble de la qualité de la langue au Québec a été rédigée et est en révision. Ce texte terminé, le Conseil procédera à la formation d'un comité de travail. Ce dernier entreprendra alors une consultation auprès d'experts et de représentants d'organismes intéressés par ce vaste dossier avant de faire des recommandations sur cette question.

Jacques Maurais est responsable de ce dossier. Il y travaille en collaboration avec Francine Gagné et Rosita Harvey.

### **3.4.11 Séminaire « Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour le français »**

À l'appel des conseils de la langue française du Québec, de la Communauté française de Belgique et de la France, le Conseil de la langue française prépare un séminaire fermé sur le thème « Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour le français ».

Devant l'importance du phénomène de la mondialisation des échanges et de ses effets possibles sur le statut du français langue nationale et internationale, les membres des trois conseils seront invités à situer les principaux enjeux et défis auxquels doivent faire face les responsables de l'aménagement du français dans le nouveau contexte économique et à définir des stratégies communes d'action pour consolider la place du français. Des experts européens et nord-américains seront appelés à présenter leur vision et à échanger avec les membres des Conseils.

Le séminaire doit se tenir les 25, 26 et 27 octobre 1994 à Québec.

Johanne Gauthier et Jacques Maurais sont responsables de ce dossier.

## **3.5 Les activités publiques**

### **3.5.1 Les prix et décorations**

#### **3.5.1.1 L'Ordre des francophones d'Amérique**

Cette distinction a pour but de reconnaître les mérites de personnes qui se sont consacrées au main-

tien et à l'épanouissement de la langue française, ont accordé leur soutien à l'essor de la vie française en Amérique ou l'ont fait connaître ailleurs dans le monde.

Pour souligner l'exceptionnelle qualité de la participation à la vie française en Amérique, le Conseil décerne annuellement depuis 1978, sur recommandation d'un jury officiellement constitué à cet effet, l'Ordre des francophones d'Amérique. Chaque récipiendaire reçoit un parchemin attestant qu'il ou elle est membre de l'Ordre des francophones d'Amérique, une médaille frappée à son nom ainsi qu'une épinglette au motif de la fleur de lys, emblème de l'Ordre.

Le 29 octobre 1993, le Conseil remettait, pour la seizième année consécutive, l'Ordre des francophones d'Amérique à neuf personnalités du Québec, du Canada, des États-Unis ou de la francophonie internationale pour leur dévouement à la cause du français en Amérique (voir l'annexe C).

#### **3.5.1.2 Le prix du 3-Juillet-1608**

En 1978, à l'occasion du trois cent soixante-dixième anniversaire de la fondation de Québec, le Conseil de la langue française a créé le prix du 3-Juillet-1608. Le Conseil remet dorénavant ce prix à une institution ou à un organisme établi en Amérique du Nord afin de souligner les services exceptionnels rendus à une collectivité de langue française et, par voie de conséquence, à l'ensemble de la francophonie nord-américaine.

Le 29 octobre 1993, le Conseil remettait le prix du 3-Juillet-1608 au Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB). Le Conseil a voulu ainsi rendre compte des mérites exceptionnels du CUSB en tant qu'établissement reconnu comme la plus ancienne université canadienne à l'ouest du Québec et la seule université de langue française dans l'Ouest canadien. Le Conseil de la langue française a remis au recteur du CUSB une bourse de 5 000 \$, une médaille frappée au nom du Collège et un parchemin.

#### **3.5.1.3 Le prix Jules-Fournier**

Afin de promouvoir la qualité de la langue chez les journalistes, le Conseil a créé, en 1980, le prix Jules-Fournier. Ce prix évoque la carrière de ce journaliste québécois (1884-1918) qui fut reconnu pour la vigueur, la clarté et la précision de son style. Il travailla successivement à *La Presse*, au *Canada*, au *Devoir* et à *La Patrie* avant de succéder à Olivar Asselin à la direction du *Nationaliste* et de fonder par la suite son propre journal, *L'Action*.

Ce prix, assorti d'une bourse de 5 000 \$, a été décerné à Geneviève Picard, journaliste à la pige, le 27 novembre 1993, afin de rendre hommage à la qualité littéraire de ses textes: leur vision et leur pro-

fondeur, leur originalité et leur sens de la synthèse, leur éclectisme et leur singularité aussi. Selon la tradition, le Conseil a publié un cahier regroupant le *curriculum vitae* de la lauréate, les textes soumis au jury ainsi que l'éloge présenté par les membres du jury.

### 3.6 Les communications

Le Service des communications du Conseil édite les travaux de recherche, les études et les avis du Conseil, et diffuse ou collabore à la diffusion de ces ouvrages. Il produit également les documents qui entourent certaines des activités publiques du Conseil. Il a également la responsabilité de la production du *Bulletin du Conseil de la langue française*.

Les publications du Conseil sont diffusées dans les collections « Avis », « Dossiers », « Documentation » et « Prix Jules-Fournier ». Elles comprennent aussi quelques titres hors collection auxquels s'ajoutent divers dépliants et documents, mis à jour régulièrement.

#### 3.6.1 La collection « Avis »

Cette collection regroupe les avis que le Conseil dépose auprès du ministre responsable de l'application de la législation linguistique, conformément au mandat qui lui a été donné par la *Charte de la langue française*.

En 1993-1994, le Conseil n'a pas déposé d'avis, mais un mémoire publié hors collection et qui résume les *Réflexions du Conseil sur le document Faire avancer l'école du ministère de l'Éducation du Québec*.

#### 3.6.2 La collection « Dossiers »

Cette collection regroupe des ouvrages de type scientifique. Il s'agit principalement de recherches et d'analyses préparées par des spécialistes, notamment des sociologues, démographes ou linguistes, et qui traitent du statut de la langue française et de l'évolution de la situation linguistique au Québec. En 1993-1994, le Conseil a publié quatre titres dans cette collection.

- 1) *Contextes de la politique linguistique québécoise. Analyses juridique, démographique, économique et culturelle présentées au séminaire du Conseil de la langue française, du 12 au 14 novembre 1992*, « Dossiers » n° 36 par Marc V. Levine, Marc Termote, José Woehrling, Pierre-André Julien, Samir Blili et Uli Locher

Six spécialistes ont alimenté la réflexion du Conseil de la langue française lors d'un séminaire organisé en novembre 1992. Leur contribution, publiée dans cet ouvrage, porte sur les cinq champs d'étude suivants : la politique linguistique, évaluation globale et prospective; l'incidence des facteurs démographiques sur l'usage du français au

Québec; les répercussions juridiques des transformations économiques sur la politique linguistique; les répercussions des marchés et des nouvelles technologies sur la structure de l'emploi et les exigences linguistiques qui en découleront; la force d'attraction du français et les comportements linguistiques des jeunes à l'égard de l'anglais.

- 2) *Les choix linguistiques des travailleurs immigrants et allophones*, « Dossiers » n° 37 par Daniel Monnier

Cette enquête examine les choix linguistiques effectués par les diverses générations des travailleurs allophones établis sur l'île de Montréal; elle a pour but de voir si la place qu'ils accordent au français s'est améliorée.

L'analyse tient compte de nombreuses variables comme l'origine géolinguistique, la période d'arrivée, la connaissance des langues, la composition linguistique des milieux d'insertion, la fréquentation d'un COFI.

- 3) *L'avenir démolinguistique du Québec et de ses régions*, « Dossiers » n° 38 par Marc Termote, avec la collaboration de Jacques Ledent

Cet ouvrage est une mise à jour d'une étude publiée en 1988 par le Conseil de la langue française, intitulée *La situation démolinguistique du Québec*. Il montre l'évolution des groupes linguistiques au cours des dernières décennies et les tendances les plus récentes du comportement de ces groupes en matière de fécondité, de mortalité, de migration et de mobilité linguistique, de façon à établir l'effectif prévisible de chaque groupe linguistique dans les diverses régions du Québec.

- 4) *Les jeunes et la langue, tome 1. Usages et attitudes linguistiques des jeunes qui étudient en français (de la 4<sup>e</sup> année du secondaire à la fin du collégial)*, « Dossiers » n° 39 par Uli Locher

Les comportements à l'égard du français, les attitudes et les opinions des jeunes Québécois qui fréquentent les écoles françaises à la fin du secondaire et au cégep ont-ils évolué depuis douze ans ? Comment s'est faite cette évolution et dans quel sens ? Si la culture anglo-américaine est de plus en plus présente au Québec, les jeunes Québécois perçoivent-ils les enjeux auxquels fait face leur langue ? Valorisent-ils le français ? Vivent-ils, dans leurs comportements, cette francisation dont on parle tant ? C'est à ces questions, et à d'autres, que répond l'étude.

#### 3.6.3 La collection « Prix Jules-Fournier »

Cette collection regroupe les cahiers consacrés aux lauréates et lauréats du prix Jules-Fournier décerné annuellement par le Conseil. Chaque cahier

contient le *curriculum vitae* du lauréat ou de la lauréate ainsi que les textes d'appui à sa candidature.

*Geneviève Picard, prix Jules-Fournier 1993*

### 3.6.4 Hors collection

- 1) *Réflexions du Conseil de la langue française sur le document Faire avancer l'école du ministère de l'Éducation du Québec*

Le Conseil de la langue française appuie les propositions de renforcement de l'enseignement du français, mises de l'avant dans le document de consultation *Faire avancer l'école* préparé par le ministère de l'Éducation, et il n'hésite pas à recommander d'aller même plus loin étant donné l'état de la maîtrise du français chez les jeunes.

Dans ce mémoire présenté à la ministre de l'Éducation, le Conseil fait six recommandations relatives à l'enseignement du français et apporte certains commentaires généraux quant à l'enseignement de l'anglais comme langue seconde.

- 2) *Les nouvelles stratégies en faveur du pluralisme linguistique à la fin du XX<sup>e</sup> siècle* par Pierre-Étienne Laporte

À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'anglais occupe une place considérable comme langue du commerce et des affaires, joue un rôle croissant comme langue d'usage dans les médias audiovisuels et possède un statut dominant dans le domaine de la culture, surtout, précisons-le, dans ce que l'on appelle les industries culturelles.

Dans cet exposé, l'auteur analyse les menaces d'uniformisation que fait peser la diffusion massive de l'anglais sur la diversité des langues et des cultures; il propose ensuite, à la lumière de son expérience de praticien des politiques linguistiques, quelques nouvelles stratégies d'actions visant à assurer un meilleur équilibre entre l'anglais et les autres langues nationales.

### 3.6.5 Bulletin du Conseil de la langue française

Le *Bulletin* vise à soutenir et à prolonger l'action du Conseil tout en alimentant la réflexion publique sur l'état actuel et l'avenir de la langue française au Québec. Au cours du dernier exercice, le Conseil a fait paraître trois numéros qui ont traité principalement de l'avis du Conseil sur d'éventuelles modifications à la *Charte de la langue française* et sur les contextes de la politique linguistique québécoise, sur la francophonie nord-américaine, à laquelle un numéro spécial a été consacré, et sur les choix linguistiques des travailleurs immigrants et allophones.

### 3.6.6 Réimpression

Le Service des communications a procédé à la réimpression de quinze titres épuisés, qui étaient très en demande.

## 3.7 Les relations extérieures

Le Conseil de la langue française entretient des liens avec des organismes et des associations en Amérique, en Europe et en Afrique qui, comme lui, se soucient des questions inhérentes à l'aménagement linguistique, c'est-à-dire qui se rapportent au statut et à la qualité de la langue.

### En Amérique

Le Conseil se préoccupe de l'évolution des dossiers à caractère linguistique au Canada et entretient des liens avec des ministères ou organismes gouvernementaux qui se préoccupent de la francophonie canadienne, tels que le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC), le Secrétariat d'État du Canada et le Commissariat aux langues officielles. Il maintient aussi des relations avec plusieurs groupes représentatifs des minorités francophones des autres provinces ainsi qu'avec divers groupes intéressés à la réalité francophone nord-américaine, tant au Canada qu'aux États-Unis.

Le Conseil collabore également avec le Conseil de la vie française en Amérique, notamment par sa contribution au prix Champlain et par sa participation à la Table de concertation de la francophonie. Il est aussi en contact avec la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada. Chaque année, le Conseil remet l'Ordre des francophones d'Amérique à des personnalités du Québec, du Canada ou d'ailleurs pour leur contribution à l'épanouissement et à la diffusion du français dans leurs milieux respectifs.

Le Conseil s'intéresse également aux signes porteurs d'avenir au sein des minorités francophones du Canada. Il a donc mandaté le Comité pour le français dans les communautés francophones et acadiennes du Canada d'examiner les actions à mettre en œuvre pour accroître la vitalité du français au sein de ces communautés.

Au cours de la dernière année financière, des membres ainsi que du personnel du Conseil ont participé à plusieurs colloques portant sur divers aspects de la vitalité de la francophonie canadienne.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Conseil manifeste le besoin de discuter de l'avenir du français et de l'espagnol dans ce nouveau contexte de continentalisation des marchés. C'est pourquoi il a

invité une sociolinguiste mexicaine à participer comme conférencière au séminaire international qui se tiendra en octobre 1994 sur les enjeux et défis pour le français dans le contexte de la mondialisation de l'économie, afin qu'elle traite des préoccupations linguistiques du Mexique conséquentes à la signature de ce traité.

## En Europe

**France** – Depuis sa création, le Conseil entretient des liens particuliers avec la France. Ces relations ont trait aux échanges de vues sur des questions touchant la francophonie tout entière, à diverses ententes de collaboration, ou à des travaux communs concernant l'un ou l'autre des dossiers de recherche dans lesquels est engagé le Conseil. Ce dernier maintient des liens avec de nombreux organismes français, notamment:

- le Conseil supérieur de la langue française;
- la Délégation générale à la langue française;
- le Conseil international de la langue française;
- le Haut Conseil de la francophonie;
- l'Observatoire français des industries de la langue;
- le Groupe d'étude sur le plurilinguisme européen;
- le Conseil international de recherche et d'étude en linguistique fondamentale et appliquée;
- l'Union latine.

Le président du Conseil a rencontré plusieurs dirigeants de ces organismes lors d'une mission à Paris en novembre 1993. À cette occasion, il a remis les insignes de l'Ordre des francophones d'Amérique à l'écrivaine québécoise Anne Hébert et a, en outre, donné une conférence sur l'aménagement linguistique au Québec. De même, Pierre Georgeault, directeur des études et recherches, a été l'invité de l'Agence de coopération culturelle et technique pour participer à la réunion du Réseau international des observatoires francophones des industries de la langue (RIOFIL). Francine Gagné, agente de recherche, s'est rendue à Paris pour prendre part aux séances de travail tenues par le Comité international sur l'enseignement du français langue maternelle (Réseau Diepe), dont elle est la secrétaire.

Au cours de l'année, le président et le secrétaire du Conseil ainsi que certains membres de la permanence ont reçu des représentants d'associations et d'organismes :

- le vice-président du Conseil supérieur de la langue française, Bernard Quemada;
- le Délégué général à la langue française, Bernard Cerquiglini;

- des chargés de mission rattachés à la Délégation générale à la langue française.

Les discussions ont principalement porté sur les industries de la langue, le suivi des recommandations adoptées par les délégués des trois conseils linguistiques (Québec, France et Communauté française de Belgique) lors du Séminaire international pour la promotion du français dans l'information scientifique et technique de mai 1991, le projet de colloque international « Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour le français », et, enfin, sur l'instauration d'un mécanisme de concertation entre les organismes linguistiques dont le mandat est analogue à celui du conseil québécois.

**Communauté française de Belgique** – Le Conseil entretient également des liens étroits avec quelques organismes de la Communauté française de Belgique (CFB), en particulier avec le Conseil et le Service de la langue française de la CFB.

Dans le cadre de l'entente que les deux conseils ont signée en 1989, le Conseil a reçu Jean-Marie Klinkenberg, président du Conseil supérieur de la langue française de la CFB, et Martine Garsou, conseillère adjointe au Service de la langue française de la CFB et secrétaire du Conseil supérieur. Les discussions ont porté principalement sur la problématique et l'organisation du séminaire international « Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour le français », le français scientifique, la qualité de la langue.

En retour, invité à Bruxelles en novembre 1993 par les organisateurs du colloque européen « Le français, une langue pour l'Europe », le président du Conseil, Pierre-Étienne Laporte, a prononcé une conférence sur « Les nouvelles stratégies en faveur du pluralisme linguistique à la fin du XX<sup>e</sup> siècle ».

## Ailleurs en Europe et dans le monde

En raison de l'intérêt que suscite à l'étranger la situation linguistique particulière du Québec en Amérique du Nord, plusieurs visiteurs et correspondants européens ou d'ailleurs demandent au Conseil, compte tenu de sa vaste expérience comme observateur scientifique de l'aménagement linguistique, de les informer de l'évolution de la question linguistique québécoise. Ainsi, à l'invitation de l'Institut de sociolinguistique du Département de la Culture du gouvernement autonome de la Catalogne, Michel Paillé, démographe et agent de recherche, a donné des conférences au Symposium de démolinguistique qui s'est tenu à Tortosa. De même, Jacques Maurais, sociolinguiste et agent de recherche, s'est rendu en Lettonie donner une conférence au colloque scientifique organisé par le Centre d'études ethniques de l'Institut de philosophie et de sociologie de Riga.

En contrepartie, à la demande de l'École internationale de Bordeaux rattachée à l'Agence de coopération culturelle et technique, le Conseil a organisé, en collaboration étroite avec l'Université de Montréal et la Direction de la francophonie alors reliée au ministère des Affaires internationales, un séminaire de perfectionnement sur la gestion de l'aménagement linguistique. Ce séminaire s'est tenu à Montréal et à Québec, du 11 au 30 octobre 1993, et a réuni des spécialistes de l'aménagement linguistique venant du Bénin, du Cameroun, des Comores, du Congo, de Côte-d'Ivoire, de Guinée-Bissau, de Madagascar, de Mauritanie, du Niger et du Laos. D'une part, le séminaire comportait des séances d'information et de discussion sur les diverses expériences en aménagement linguistique menées au Québec, au Canada et dans les différents pays ci-avant mentionnés. D'autre part, des ateliers de travail ont traité de la gestion de l'aménagement de la traduction et de l'interprétation, de la gestion de l'aménagement législatif, de la recherche en aménagement linguistique, de l'organisation de la langue et, enfin, du financement national et international. Un rapport de synthèse du séminaire a été remis à tous les organisateurs et participants.



## ANNEXE A

### Extraits de la *Charte de la langue française*

- Interprétation: **185.** Dans le présent titre, on entend par:
- «Conseil»; a) «Conseil», le Conseil de la langue française;
  - «ministre»; b) «ministre», le ministre chargé de l'application de la présente loi;
  - «Office». c) «Office», l'Office de la langue française.
- 1977, c. 5, a. 185.
- Institution. **186.** Un Conseil de la langue française est institué pour conseiller le ministre sur la politique québécoise de la langue française et sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente loi.
- 1977, c. 5, a. 186.
- Composition. **187.** Le Conseil est composé de douze membres, nommés par le gouvernement, comme suit:
- a) le président et un secrétaire;
  - b) deux personnes choisies après consultation des associations socio-culturelles représentatives;
  - c) deux personnes choisies après consultation des organismes syndicaux représentatifs;
  - d) deux personnes choisies après consultation des associations patronales représentatives;
  - e) deux personnes choisies après consultation des milieux universitaires;
  - f) deux personnes choisies après consultation des associations représentatives des groupes ethniques.
- 1977, c. 5, a. 187.
- Devoirs du Conseil. **188.** Le Conseil doit:
- a) donner son avis au ministre sur les questions que celui-ci lui soumet touchant la situation de la langue française au Québec et l'interprétation ou l'application de la présente loi;
  - b) surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec quant au statut de la langue française et à sa qualité et communiquer au ministre ses constatations et ses conclusions;
  - c) saisir le ministre des questions relatives à la langue qui, à son avis, appellent l'attention ou l'action du gouvernement.
- 1977, c. 5, a. 188; 1993, c. 40, a. 55.
- Pouvoirs du Conseil. **189.** Le Conseil peut:
- 0.a) donner son avis au ministre sur les projets de règlement du gouvernement;
  - a) recevoir et entendre les observations et suggestions des individus et des groupes sur les questions relatives au statut et à la qualité de la langue française;
  - b) entreprendre l'étude de questions se rattachant à la langue et effectuer ou faire effectuer les recherches appropriées;
  - c) recevoir les observations des organismes de l'Administration et des entreprises sur les difficultés d'application de la présente loi et faire rapport au ministre;

d) informer le public sur les questions concernant la langue française au Québec;

e) adopter un règlement de régie interne soumis à l'approbation du gouvernement.

---

1977, c. 5, a. 189; 1993, c. 40, a. 56.

Comités spéciaux. **198.** Le Conseil peut former des comités spéciaux pour l'étude des questions particulières et charger ces comités de recueillir les renseignements pertinents et de faire rapport au Conseil de leurs constatations et recommandations.

Composition et indemnisation. Ces comités peuvent être totalement ou partiellement formés de personnes qui ne sont pas membres du Conseil. Les allocations de présence et les honoraires de ces personnes sont déterminés par le Conseil conformément aux normes établies à cette fin par le gouvernement.

---

1977, c. 5, a. 198; 1993, c. 40, a. 57.

Personnel additionnel. **199.** Outre le personnel visé à l'article 197, le Conseil peut engager les personnes requises pour effectuer des travaux dûment autorisés.

---

1977, c. 5, a. 199; 1993, c. 40, a. 58.

## ANNEXE B

### Subventions accordées (en dollars)

La Société d'organisation du XXII <sup>e</sup> Congrès général de la population, soutien à l'organisation du Congrès général de la population	8 000	L'Université Laurentienne de Sudbury et l'Université d'Ottawa, soutien à un concours provincial de français de l'Ontario	600
Le Conseil de la vie française en Amérique, comme aide à la promotion et à la remise du prix Champlain	3 000	Le Collège universitaire de Saint-Boniface, à titre de récipiendaire du prix du du 3-Juillet-1608 pour 1993-1994	5 000
Madame Alison D'Anglejan, vice-doyenne aux études supérieures et à la recherche, Faculté des sciences de l'éducation, soutien financier pour assurer la pérennité de la base de données bibliographiques informatisées sur les recherches en didactique et acquisition du français langue maternelle	2 500	Madame Geneviève Picard, à titre de lauréate du prix Jules-Fournier 1993-1994	5 000
		<b>Total</b>	<b>38 000</b>
Le Comité d'action pour le français dans l'informatique, soutien à une publication bibliogra- phique et terminologique en informatique	5 000		
Monsieur André Hufty, Département de géographie, Faculté des lettres de l'Université Laval, subvention de démarrage pour la préparation d'un répertoire des travaux de climatologie en langue française	6 000		
L'Association des usagers de la langue française (ASULF), apporter une aide financière à la poursuite des actions de l'ASULF en matière de qualité de la langue française	2 000		
L'Association québécoise des professeurs de français (AQPF), dans le cadre du congrès annuel de l'AQPF des 4, 5 et 6 novembre 1993, assumer une partie du coût de la table ronde : <i>Les textes littéraires ou textes utilitaires en classe de français</i>	650		
La Renaissance française, section du Québec, madame Gisèle Braka, fondatrice, soutien à un concours de rédaction française ouvert aux élèves de cinquième secondaire de la région montréalaise	250		

## **ANNEXE C**

### **Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique**

#### **Du Québec**

Lise Gauvin

Anne Hébert

Lorne Laforge

#### **De l'Acadie**

Herménégilde Chiasson (Nouveau-Brunswick)

Délie Gallien Chiasson (Nouveau-Brunswick)

#### **De l'Ontario**

Père Germain Lemieux

#### **De l'Ouest canadien**

Daniel Lavoie (Manitoba)

#### **Des États-Unis**

Jacques Robillard (Wisconsin)

#### **De la francophonie internationale**

Alain Peyrefitte (France)

Composition typographique : Mono-Lino inc.  
Achevé d'imprimer en août 1994  
sur les presses de l'imprimerie  
Laurentide inc. à Loretteville



Gouvernement du Québec  
**Conseil de la  
langue française**



Imprimé sur papier  
contenant 50 % de fibres recyclées  
dont 10 % désencrées.

**ISBN 2-551-13950-3**



Imprimé au Québec (Canada)

**2,00 \$**